

LE DROIT DU PEUPLE PALESTINIEN À LUTTER CONTRE L'OCCUPATION

Giselle Donnard, Yann Moulier-Boutang

Association Multitudes | « Multitudes »

2001/3 n° 6 | pages 156 à 169

ISSN 0292-0107

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-multitudes-2001-3-page-156.htm>

Pour citer cet article :

Giselle Donnard, Yann Moulier-Boutang, « Le droit du peuple palestinien à lutter
contre l'occupation », *Multitudes* 2001/3 (n° 6), p. 156-169.
DOI 10.3917/mult.006.0156

Distribution électronique Cairn.info pour Association Multitudes.
© Association Multitudes. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le droit du peuple palestinien à lutter contre l'occupation

La nouvelle Intifada.

Que reste-t-il du processus de paix ?

ENTRETIEN AVEC ILAN HALEVI

PAR GISELLE DONNARD ET YANN MOULIER BOUTANG

Ce que la situation des derniers mois, bientôt un an, a révélé, entre autres, c'est à quel point la question de la vie et de la mort du processus d'Oslo était toujours posée de façon absolue, idéologique. Les Israéliens, y compris une partie non négligeable de la gauche israélienne, avaient cru très naïvement que les Palestiniens avaient vraiment renoncé à lutter, qu'ils s'étaient convaincus de la nécessité de se contenter de ce que les Israéliens seraient prêt à leur restituer. Or, au bout de 7 ans de requêtes polies, l'accord intérimaire (qui devait être réalisé en 5 ans) n'était toujours pas appliqué, ni territorialement, ni politiquement. Ce qui devait être une transition est devenu un gel de tout – sauf de la colonisation – un gel du processus au profit d'une expansion accélérée de moins en moins rampante, de plus en plus galopante. Après les conversations sans succès de Camp David l'été dernier, on est arrivé à une impasse dans ce qui demeurerait encore du processus de négociation, la position israélienne étant : si la direction pales-

tinienne ne veut pas de nos offres il y aura pas d'accord. C'est alors, à ce moment-là, en définitive, que la rue a pris le relais.

Même si elle n'a pas la mémoire des textes juridiques, la rue a intuitivement compris que s'il n'y a plus de processus de paix on en revient au droit international, c'est-à-dire au droit des peuples à lutter contre l'occupation. Ce droit international que dans une certaine mesure les accords bilatéraux signés par l'entremise des Américains pour aller à Madrid, et ensuite directement avec les Israéliens, à Oslo, avaient suspendu par consentement des parties.

Or si la partie palestinienne a accepté moins que le droit international dans le cadre des accords intérimaires, c'était à condition que ce soit intérimaire, et non pas une solution en deçà du droit. Les Israéliens ont cru, eux, que l'intérimaire finirait par être accepté comme définitif, et que la caution palestinienne serait donnée au déni du droit. Or *pour les Palestiniens la concession immense, le compromis historique autrefois inconcevable qu'ils ont donné en amont de toute négociation, c'est de faire porter la négociation sur 22 % du territoire de la Palestine mandataire.* On ne peut pas leur dire ensuite : ne demandez pas tout ! les Palestiniens demandent effectivement tous les 22 %. À Camp David, les Palestiniens ont proposé des échanges de territoires, qui permettraient aux Israéliens d'annexer des blocs de colonies avec les 3/4 des colons, dans les zones proches de la frontière. Qu'ils annexent ces 3 ou 4 % de territoire palestinien et qu'ils donnent en échange 3 ou 4 % dans le Négev, à l'est de la bande de Gaza, pour décongestionner le territoire, le rapprocher de la Cisjordanie, et même permettre le retour de réfugiés sur ce qui était le territoire d'Israël dans cette région-là. Il y avait une multitude de propositions palestiniennes très flexibles, mais qui respectaient le principe selon lequel le compromis territorial porte sur la renonciation palestinienne à la souveraineté sur 78 % du territoire de la Palestine historique.

Le « droit au retour »

De même pour le droit au retour. À force d'en repousser la discussion, les Israéliens avaient fini par se convaincre que les Palestiniens

étaient littéralement prêts à vendre leur droit au retour contre un État palestinien sur une partie de la Cisjordanie et la bande de Gaza. Or la position palestinienne a beaucoup évolué sur le droit au retour : elle est passée du droit au retour conçu comme un retour collectif, massif, effectivement menaçant pour le « caractère national » de l'État d'Israël, à une revendication du droit au retour selon l'esprit et la lettre de la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies de 1948, qui donne à chaque réfugié individuellement le droit de retourner ou de ne pas retourner. C'est le droit pour tous les Palestiniens de choisir entre diverses solutions dont le droit au retour sur le territoire d'Israël. Les autres options étant : le retour sur le territoire de l'État palestinien, l'absorption avec les droits dans le pays d'accueil ou l'émigration dans un tiers pays. Ces options ne sont plus aujourd'hui liées à la question des indemnisations ; les négociateurs palestiniens ont opéré une révolution conceptuelle très importante parce que pendant des décennies on disait le retour ou l'indemnisation ; ça voulait dire que pour obtenir des réparations, il fallait vendre son droit au retour, ce que n'acceptera jamais un Palestinien. On a établi qu'il s'agissait d'indemnisations pour les propriétés perdues pour tous les Palestiniens qui avaient des terres, des maisons ou des biens en Palestine avant 48 quel que soit le lieu de leur résidence actuelle ou future. Donc, plus personne n'a besoin de renoncer au droit au retour pour toucher les indemnisations.

Les Israéliens ont accepté le principe des indemnisations sur la propriété, indépendante de l'option. Eux, ce qu'ils n'acceptent pas, c'était d'abord le principe du droit, parce que si les Palestiniens ont droit au retour, ça veut dire qu'ils ont été injustement chassés et donc que l'État d'Israël est construit sur une purification ethnique, ce qui est la vérité historique, mais ils ne sont pas prêts à le reconnaître. Même si on leur dit qu'il n'y a guère que 170 000 Palestiniens au Liban qui peuvent éventuellement être intéressés à rentrer parce que les autres veulent leur droit, que leur droit soit reconnu, mais ils toucheront de toute façon leurs indemnisations, et l'on ne voit pas des Palestiniens qui sont citoyens en Jordanie décider de devenir des Arabes israéliens, c'est-à-dire des citoyens de seconde, voire troisième catégorie. Or retourner sur l'État d'Israël, ça veut dire devenir un Arabe israélien. Les Israéliens, de leur côté, disent, non, non, pas question,

nous voulons bien en récupérer une partie dans le cadre des diverses options mais 1) ce n'est pas un droit 2) on veut une limite de nombre. Les Palestiniens refusent de limiter de nombre: c'est un libre choix, c'est un droit individuel, aucune direction ne peut signer la renonciation au droit individuel qui existe à l'échelle d'une collectivité toute entière.

La première Intifada et les accords d'Oslo

Ce ne sont pas les Accords d'Oslo qui ont arrêté la première Intifada, c'est la guerre du Golfe. Du fait du blocus total et du bouclage des territoires occupés pendant toute la durée de la crise, l'Intifada n'avait plus d'efficacité, elle tournait en rond. Et puis la guerre du Golfe monopolisait l'attention, quand on en est aux affrontements entre des grands appareils militaires, une lutte populaire avec des pierres n'a plus aucun poids dans l'équation régionale. Les Israéliens sont donc allés à Madrid parce que les Américains les y ont entraînés, puisqu'il n'y avait plus de guerre froide, qu'il n'y avait plus de menace irakienne, et que donc toute la région était soumise à l'ordre américain, ce qui retirait à Israël le dernier alibi ou prétexte pour se soustraire à une négociation. Les Israéliens eux-mêmes sont allés à Oslo quand Rabin a compris qu'il n'y avait que seule l'OLP pouvait faire un compromis, même provisoire, que seule l'OLP avait assez de légitimité pour imposer à l'opinion palestinienne de telles concessions pour un moment. Je crois que Rabin était sincère dans sa volonté d'avancer, si l'on peut dire, et je crois que c'est l'assassinat de Rabin qui a cassé le processus. Pérès n'a pas continué. Pérès devait continuer, il avait jusqu'au mois d'octobre 1996 pour mettre l'accord intérimaire en application, mais il a préféré anticiper les élections. Dès l'annonce des élections anticipées, il y a eu une série d'attentats commis par le Hamas, qui un mois plus tôt avait subi la plus grande défaite politique de son histoire lorsque 96 % des Palestiniens ont voté alors qu'eux, appelaient au boycott. Ayant échoué dans l'opinion palestinienne, ils ont essayé de gagner dans l'opinion israélienne: ils ont fait quatre attentats qui ont amené l'opinion israélienne à élire Netanyahu. Mais ces attentats n'ont eu lieu qu'après que Pérès eût annoncé les élections anticipées.

L'internationalisation

Il s'est passé quelque chose d'important du point de vue de la crise des négociations à partir du mois d'octobre 2000, c'est-à-dire dès le premier mois de l'Intifada, avec le sommet de Charm el Cheikh. C'est que le triangle americano-israélo-palestinien qui avait fini par révéler son inefficacité à Camp David a commencé à être remplacé par un nouveau cadre où commencent à intervenir d'autres partenaires, l'Europe et puis l'Égypte et la Jordanie, la Norvège, la Turquie, l'Union Européenne, l'ONU... Petit à petit on va vers l'internationalisation. Le rapport Mitchell est le fruit direct de Charm el Cheikh. Il y a désormais une représentation élargie de la communauté internationale, qui avait été écartée du processus des négociations bilatérales après Madrid et qui revient peu à peu sur la scène.

Les Européens, par exemple, tout en gardant un profil très, très bas, ont mis sur pied – en renforçant le personnel de sécurité de leurs ambassades, de leur représentation auprès de l'Autorité palestinienne et au titre de la coopération sécuritaire euro-palestinienne – des équipes d'observateurs et de surveillance du cessez-le-feu. C'est un type d'implication où les Européens commencent à comprendre que la question n'est pour eux ni d'attendre que les Américains fassent tout, ni de rêver à une alternative européenne, dont ils n'ont ni les moyens, ni la volonté, mais au contraire, en coordonnant leur action avec les Américains, de jouer un rôle pilote dans l'intervention internationale pour remettre le processus sur pied.

Les Israéliens n'entreront qu'à reculons dans ce cadre international. Pères va faire semblant d'avancer dans cette direction, parce que son rôle consiste à re-positiver tous les refus israéliens, à leur donner une image acceptable. Ils espéraient un cadre tripartite avec les Américains parce que les Américains sont des arbitres tellement partisans que les Israéliens se sont toujours sentis protégés. Or ce qui a manqué à Oslo c'était justement un mécanisme d'arbitrage crédible. Dans le processus enclenché à Oslo, en définitive, et selon une grande partie des Accords intérimaires, c'étaient les Israéliens qui étaient, de fait, juges uniques du respect des Accords par les Palestiniens.

L'espoir, c'est aussi qu'en définitive, les Américains commencent à comprendre les dangers d'un embrasement régional pour la stabilité du pétrole. C'est l'administration Bush qui au contraire de la précédente qui voyait le conflit israélo-palestinien comme le centre de ses préoccupations au Moyen-Orient voit la Palestine comme une banlieue de l'Irak, la périphérie du Golfe, là où ils sont le plus intéressés à la stabilité et leurs experts ne peuvent pas ne pas leur dire que les tensions dans la rue égyptienne et jordanienne, la situation non résolue du conflit avec la Syrie ou le Liban sont à prendre en considération.

La perspective stratégique : un État bi-national ou deux États ?

Sur la question stratégique. Il y a quelques intellectuels, quelques individus dans les courants politiques avancés chez les Palestiniens, dans l'extrême gauche israélienne et surtout chez les Palestiniens d'Israël, qui pensent qu'il faut poser la perspective du bi-nationalisme, de l'État bi-national comme solution de fond et de long terme, même chez les Palestiniens qui sont impliqués dans le projet d'État national palestinien. La question, c'est dans quelle mesure on oppose ce long terme au court terme, dans quelle mesure le court terme – deux États – a cessé d'être à l'ordre du jour. À mon avis il n'a pas du tout cessé d'être à l'ordre du jour, il n'y a que chez les Arabes d'Israël que la revendication d'un État bi-national est une demande sociale, une base de masse, parce qu'il n'y a que ça qui peut les sauver, mais pour les autres, il n'y a pas besoin de faire de nouveaux sondages pour savoir que ni les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, ni les juifs d'Israël ne veulent d'un État bi-national.

Les faits coloniaux accomplis, créés délibérément pour rendre la solution des deux États impraticable, ne constituent pas à cet égard un obstacle qui ne puisse être surmonté politiquement: en démantelant toutes les petites colonies éparées sur le territoire palestinien, en regroupant les grosses colonies qui sont proches de la frontière dans le cadre d'un échange de territoires et de toutes façons en sachant très, très bien qu'*une solution de deux États ne peut pas fonctionner s'il n'y a pas de relations normales de libre circulation entre les deux ; pas deux États avec un rideau de fer*. Les Palestiniens n'accepteront jamais de donner leur accord à une situation

d'apartheid, parce que ça c'est ce qui existe, il n'y a pas besoin de signer un accord pour ça, c'est déjà un système d'apartheid.

La viabilité de ces 22 % ?

Ce qui rend ces 22 % viables c'est le fait qu'en définitive la colonisation israélienne dans les territoires occupés en 67 n'a pas du tout créé le même type de faits sociaux que ce que la colonisation juive a réussi en 1948 sur la base de l'expulsion de 80 % de la population du territoire. Ils ont expulsé 80 % de la population du territoire et ils ont isolé totalement la petite minorité arabe restée en leur sein. Ils l'ont fait vivre dans un ghetto rural sous gouvernement militaire, écrasée par un régime militaro-policier des plus pointilleux et ils ont créé, sur ce territoire vidé de sa population en 1948, une société israélienne capitaliste avec des relations de marché au moins dans 3 villes Tel-Aviv, Haïfa, Jérusalem Ouest où vivent les 2/3 de la population même si 80% du territoire d'Israël est encore organisé en phalanstères, villes développement, kibboutzim, tout cela organisé à fonds perdus par l'État. Or, ça n'existe pas dans les territoires occupés. Les colons vivent dans des forteresses-dortoirs, leur vie économique est liée ombilicalement à Israël. La population palestinienne au contraire n'a pas été isolée du monde arabe, la politique des ponts ouverts avec la Jordanie, du maintien de la citoyenneté jordanienne, du maintien des échanges humains, économiques et des voyages dans le monde arabe à travers la Jordanie, pas pour les gens de Gaza, là ça s'est renoué avec l'Égypte après Camp David, mais entre la Cisjordanie et la Jordanie ça ne s'est jamais arrêté. Donc il n'y a pas du tout eu dépopulation, ni déculturation, ni transformation en minorité: on a ici la base d'un nationalisme classique, d'où la volonté et l'idée d'un État. Maintenant le fait que l'on constitue un État arabe palestinien de type archéo-classique, l'État de la Ligue arabe qui aurait dû naître en 1948, même avec cinquante ans de retard et plus petit, met un point final à la grande question de la balkanisation et aux idées baathistes, nassériennes, néonassériennes ou nationalistes arabes de réunification de l'ensemble du monde arabe ; parce que pour tous l'inexistence de la Palestine était la preuve du caractère inique du partage colonial de la région. L'État palestinien futur, qui sera perçu comme résultant d'une lutte, fera rejaillir sa légitimité sur tous les États nés de la division de la région au lendemain de

la Première Guerre mondiale entre les mandats britanniques et français, Liban inclus, etc. La division de la région en micros-États sera ainsi enfin scellée par l'existence d'un État palestinien.

Maintenant ça ne veut pas du tout dire que cette solution soit définitive, et ce pour plusieurs raisons : la première est que l'État d'Israël contient une minorité d'un million de Palestiniens. C'est un million qui a fait une traversée du désert épouvantable et très longue mais qui a réussi quand même au cours des vingt dernières années à conquérir une place économique et politique. Ils ont des députés, ils ont réussi à poser la question de la contradiction entre l'État juif et l'État démocratique, entre l'État sioniste et l'État de tous ses citoyens, question désormais posée pour tout le monde.

En même temps il y a un million de Russes, de nouveaux Russes arrivés au cours, des quinze dernières années, dont en gros 500 000 ne sont pas juifs mais Chrétiens orthodoxes. Mais même les 500 000 qui sont juifs sont quand même d'abord russes (selon un sondage sur plusieurs milliers d'interroger 7 % seulement se sentent israéliens). Et puis on estime qu'il y a actuellement entre 600 et 700 000 travailleurs immigrés, dont les 2/3 sont sans papiers, illégaux, de toutes nationalités, Roumains, Bulgares, Hongrois, Vietnamiens, Chinois, Ghanéens, Philippins, Sri Lankais, etc. Ils ont des enfants, ils n'ont pas d'écoles, pas de droits, pas de sécurité sociale, il y a déjà d'ailleurs des organisations israéliennes de défense des droits des travailleurs étrangers. Quand on voit ça : un million de Palestiniens, un million de Russes, 700 000 travailleurs étrangers, où est l'État juif ?

Il y a de toute façon un facteur endogène dans la société israélienne qui va remettre en question la conception de l'État d'Israël en tant qu'État juif à terme ; la contradiction avec la réalité de la société elle-même existe déjà. Ça peut prendre longtemps, mais c'est déjà engagé. Et dans la mesure où une des composantes importantes de cette pluralité sociologique en Israël c'est un million de Palestiniens, ça ne peut pas ne pas avoir d'incidence à l'avenir, donc la question du bi-nationalisme sur l'ensemble du territoire palestinien va se poser. Même si l'État palestinien établi sur 22 % de la Palestine n'en a rien à faire, ne fait rien pour, la question est posée.

Aujourd'hui la structure politique archaïque d'Israël face à cette société pluriethnique et pluriconfessionnelle ne tient que parce que la société se définit comme en guerre. C'est une pression terrible, pour tout, n'importe quel problème... Comment parler de l'environnement quand les gens meurent ? Toutes ces machines de guerre que sont les partis politiques sionistes, les institutions de l'État pas seulement l'armée, toutes ces machines bureaucratiques ne fonctionnent que par le conflit, d'ailleurs elles sont payées 4 milliards de dollars par les Américains pour gérer ce conflit ; 4 milliards de dollars par an qui ne sont ni des investissements, ni des prêts, mais un don. Avant Oslo, en 92 quand l'administration américaine a mené la bataille des garanties bancaires contre Shamir, ce qui l'a fait tomber, ils ont publié un rapport sur l'économie israélienne et la colonisation au ministère des Finances et l'on a l'impression qu'ils parlaient du Togo et qu'il fallait y mettre de l'ordre. Tant qu'il s'agissait des dépenses de guerre froide, 4 milliards de dollars, c'est moins cher qu'un corps expéditionnaire américain et beaucoup moins risqué, mais s'il n'y a plus de guerre froide, à quoi ça sert ? Tous les États arabes sont les alliés des Américains, en échange de quoi Israël doit-il recevoir ces 4 milliards de dollars ? Donc, il y a aussi ça en filigrane.

164

Maintenant de toute façon, la question qui est posée beaucoup plus en avant c'est que la perspective d'une intégration du marché moyen oriental à commencer par le partenariat de Barcelone entre l'Europe et les pays de la Méditerranée suppose que d'ici quelques années existe une zone de libre-échange. Combien de temps peut-on permettre et encourager la circulation des marchandises en empêchant la circulation des personnes et à l'ère de l'Internet on ne peut plus de toutes façons empêcher la circulation des idées. Donc la conception de l'État d'Israël ne va pas seulement être remise en question à partir de l'intérieur, c'est comme au niveau européen où le fédéralisme avance dans le dos, et souvent à l'insu des nationalismes les plus exacerbés. Le jour où l'État palestinien sur 22 % de la Palestine aura épuisé son rôle historique et à mon avis il l'aura épuisé quand il existera, pas avant, mais pas forcément très longtemps après, il est possible qu'à ce moment-là même le slogan d'un État bi-national soit très arriéré et très anachronique par rapport à la réalité du pluralisme ethnique, linguistique, confessionnel

et national qui doit trouver des formes institutionnelles qui permettent à ces sociétés de fonctionner pacifiquement et démocratiquement.

Les Palestiniens d'Israël et ceux des territoires occupés

Entre les Palestiniens d'Israël et ceux des territoires occupés en 1967, il y a eu ; tout au long de ces années; beaucoup de contacts. D'abord, dès 67, à partir des liens familiaux. Pour les Palestiniens d'Israël, à partir de 67, ce sont les Palestiniens des territoires occupés qui ont constitué la réouverture sur le monde arabe. Alors bien évidemment comme c'est une société qui est morcelée en sous-catégories géographiques de statuts juridiques différents, et comme c'est une société qui reste dominée par une façon petite-bourgeoise agraire de voir le monde, parce qu'il n'y a pas eu de développement moderne industriel en profondeur sinon très récemment, il y a beaucoup de micro-régionalismes. Ce n'est pas l'intégration harmonieuse dans une identité vécue, comme un « organique », ce sont des composantes d'une identité multiple qui est ici tout à la fois palestinienne et arabe.

Les Palestiniens de l'extérieur pendant des décennies ont été considérés par les Palestiniens de l'intérieur d'Israël comme une espèce de recours, à la limite ils avaient remplacé l'idée de nos frères des États arabes qui allaient nous libérer, ce seraient nos frères palestiniens de l'extérieur qui allaient nous libérer. À partir de la sortie de Beyrouth en 82 cette hypothèse cesse d'être militaire, mais elle demeure comme une hypothèse politique, ils vont nous libérer par la négociation. En définitive ils se retrouvent coincés et écrasés par les Israéliens encore plus que les Palestiniens de l'intérieur. Parce qu'en définitive les citoyens arabes d'Israël ont dans le système israélien de l'apartheid beaucoup plus de droits que n'en ont les Palestiniens des territoires occupés, même s'ils ont moins d'institutions autonomes.

Dans le monde arabe jusqu'en 67, ils étaient tous pratiquement considérés comme des traîtres puisqu'ils coexistaient avec l'ennemi et qu'ils vivaient sans prendre les armes. Mais maintenant tout le monde admet que c'est un atout considérable qu'il y ait une minorité palestinienne à l'intérieur d'Israël qui peut faire pression de l'intérieur sur le jeu politique. Sous l'égide de cette justification, il y a une vraie coopération culturelle entre les Palestiniens d'Israël et ceux des territoires occupés. Mais ce n'est pas un rapport de fusion, c'est un rapport où chacun est détenteur d'une partie du problème et d'une partie de l'identité.

Une intervention internationale urgente ; un dispositif d'ingérence

Je ne suis pas très optimiste sur la possibilité de reprise des négociations, de voie royale vers la signature d'un accord de statut définitif et l'établissement d'un État palestinien selon les vœux de la communauté européenne, pacifique, démocratique et viable ; ça risque de prendre encore du temps. Il y a une espèce de régression culturelle qui s'est faite dans la société israélienne à la faveur de ces violences, de la confrontation des derniers mois, et l'on a l'impression qu'il n'existe pas de mécanismes internes qui permettent la sortie de la confrontation. D'où la nécessité d'une intervention d'une tierce partie. Parce qu'en définitive, surtout dans la société israélienne la découverte que les Palestiniens n'étaient pas soumis a provoqué un *back-lash* absolument extraordinaire. À tout ceci s'ajoute le fait que les chefs de l'armée et Sharon lui-même n'ont pas du tout renoncé à isoler internationalement Arafat et l'Autorité palestinienne, voire à les liquider physiquement. Il faut dire que l'incitation à la violence anti-palestinienne est quand même terrible quand elle vient du sommet, à ce point et de façon aussi quotidienne. On répète tous les jours, Arafat c'est un criminel, c'est un menteur, il faut le juger, c'est Hitler, c'est Sadam, c'est le diable. Dans de telles conditions, s'il n'y a pas une intervention extérieure jusqu'à ce que ça mûrisse, c'est-à-dire jusqu'à ce que les Israéliens prennent conscience de l'échec de leur politique, (et pas seulement de celle de Sharon car ils risquent d'élire ensuite Netanyahu), nous allons droit à la catastrophe.

Il n'y a que l'intervention internationale qui peut empêcher la tragédie et à beaucoup plus grande échelle, c'est-à-dire le risque de passer des centaines de morts aux milliers de morts. Or le sentiment un peu amer qu'ont les gens en Palestine c'est que tant qu'il n'y aura pas des milliers de morts personne ne bougera. C'est inacceptable qu'il faille qu'il y ait des milliers de morts pour faire ce qu'on pourrait faire maintenant pour l'empêcher.

Il y a eu un revirement dans l'opinion internationale en défaveur des Palestiniens

Un grand nombre de gens en Occident se sont ralliés à une attitude sympathique à l'égard de la cause palestinienne et de la direction palestinienne à partir d'Oslo puisque les Israéliens disaient que c'était bien. Mais les

Israéliens ont retiré cette légitimité ; depuis le mois d'octobre Barak dit : ce ne sont pas des partenaires, ce sont des ennemis, et les Israéliens sont divisés entre ceux qui veulent frapper l'OLP seulement pour la mettre à genoux, pour qu'elle accepte ce qu'elle a refusé à Camp David et ceux qui veulent la frapper pour l'éliminer tout en reconnaissant qu'il n'y a pas d'autre interlocuteur, donc avec l'objectif clair de ne pas avoir d'interlocuteur et donc pas de pressions internationales pour négocier, pas de démantèlement de colonies, pas d'évacuation des territoires occupés.

La propagande de Barak, qui a consisté à dire, « on leur a donné 95 % » est passée dans l'opinion . Pas le fait qu'il s'agissait de 95 % de 22 %. Mais ce n'est pas uniquement Barak, c'est Clinton. Clinton a parlé à la télévision israélienne, en anglais, pendant 3 heures, et a dit : les Israéliens ont fait des concessions immenses, impensées; et les Palestiniens ont campé sur leurs positions. Plus encore, pendant les dernières journées de Camp David, Clinton a téléphoné personnellement à 35 chefs d'État, y compris des chefs d'État arabes, pour leur demander personnellement de faire pression sur Arafat. Donc, là, la campagne avait été mondialement lancée au sommet.

Quel dispositif ? Quelle urgence ?

Il y a plusieurs choses. Il y a la plate-forme des ONG, qui ont fait campagne depuis 3 ans pour utiliser la question de l'exportation des produits des colonies israéliennes en territoire palestinien sous label israélien vers l'Union européenne, en violation des accords d'association. Normalement la communauté européenne devrait prendre des mesures de rétorsion et la plate-forme réclame l'annulation de l'accord d'association euro-israélien dans le cadre de Barcelone. On s'en approche. Il y a cette action en justice contre Sharon ; le parti socialiste belge a pris une résolution, dès la constitution du gouvernement de Sharon pour condamner la participation des travaillistes israéliens au gouvernement de Sharon,

Il faut utiliser toutes les interventions au niveau de l'opinion, de la presse, des groupes de pression divers pour que l'Europe aille un peu plus loin et plus fermement dans le sens où elle va, mais trop timidement. Dans le sens d'une force de protection, d'observateurs sur le terrain, d'une présence à la fois dans la négociation et de surveillance de l'application des accords. Les politiques peuvent aussi peuvent même prendre des initiatives, quand ils sont à chaud

dans les événements. Mais il faut une pression de l'opinion publique sur les gouvernements pour aller dans le sens d'une présence plus active. *Et là de mon point de vue, le problème central c'est le problème de la protection. Si on va pas dans le sens d'un règlement à court terme ça devient non seulement une nécessité politique, mais aussi une nécessité humanitaire.*

Le camp de la paix en Israël

Le courant radical dans le camp de la paix il y a quelques années n'était qu'une toute petite marge, aujourd'hui c'est déjà une minorité (ce qui est un grand progrès), qui en gros représente un tiers du mouvement de la Paix Maintenant et un tiers de l'électorat du parti Meretz, en tout cas un tiers de la direction du Meretz. Ce sont des gens qui sont d'accord pour diviser Jérusalem en deux pour la souveraineté tout en la laissant ouverte ; dans l'apparente décomposition du camp de la paix avec l'Intifada il y a eu une radicalisation d'environ un tiers de ce camp qui s'est mis à travailler systématiquement avec des gens avec qui ils ne travaillaient pas avant, par exemple avec les partis arabes, il y a eu la croissance de petits mouvements, du genre de celui qui s'appelle « coexistence », ce sont des Palestiniens d'Israël et des juifs Israéliens qui se sont mis ensemble pour forcer le blocus et apporter de l'approvisionnement aux villages isolés par le bouclage et à protéger les villageois des colons, c'est une action, c'est pas un discours ; ils disent clairement : « nous on est d'abord et avant tout contre l'apartheid », c'est pour ça qu'ils s'organisent en tant qu'Israéliens arabes et juifs, d'emblée ; ce ne sont pas les bons juifs israéliens qui vont aider ; ça se développe, évidemment de façon minoritaire, mais ça existe et c'est de plus en plus visible, ce n'est plus marginalisable ; et ça ne peut pas être réduit au silence non plus.

Le mouvement des Femmes est au centre de ce courant, il a été très, très avancé, bien avant les Accords, dans le dialogue israélo-palestinien entre le Mouvement de la paix et les Palestiniens et dans la période actuelle ça s'est révélé à nouveau parce qu'il y a eu un moment où pratiquement ce sont elles – et quelques tout petits groupes (il y a un groupe « le bloc de la paix » d'Uri Avnery) – qui ont maintenu le lien avec les Palestiniens à travers les organisations de femmes, même à des moments où ça devenait quasiment impossible ce sont elles qui ont le mieux résisté à la campagne anti-normalisation.

Depuis l'échec des Accords, c'est-à-dire depuis un an, le courant dit « anti-normalisation » (contre la normalisation des rapports avec Israël) dans le monde arabe s'est considérablement renforcé. Il a toujours existé, mais il est devenu de plus en plus virulent et de plus en plus populaire dans la région au cours de la dernière période et ça fait pression sur les Palestiniens eux-mêmes y compris au niveau des ONG palestiniennes. Au lendemain de l'Intifada les ONG palestiniennes ont voulu couper les contacts avec les ONG israéliennes, y compris avec le Mouvement de la paix. Ce sont les femmes palestiniennes qui ont proposé de leur demander de prendre position, de condamner les crimes commis par le gouvernement et s'ils les condamnaient, de continuer à les voir. Cette position a été finalement adoptée par l'ensemble des ONG palestiniennes. C'est un exemple où l'intelligence politique des organisations de femmes a devancé de très loin la pensée mécanique, c'est important.

Quant aux objecteurs de conscience, pour le moment il s'agit de quelques individus. Mais il y eu un précédent, avec le mouvement « Yesh Gvul » à l'époque de la guerre du Liban, suivi par le refus de servir dans les territoires occupés. Aujourd'hui il y a quelques cas qui s'inscrivent dans une tradition. Mais ce qui est important, c'est que l'écho de ces prises de position individuelles dans le débat public est beaucoup plus grand qu'avant.

Tout cela fait que, sur le moyen terme, on peut garder un certain optimisme, parce que les choses ne peuvent pas demeurer en l'état. Mais il n'empêche que le court terme est très, très inquiétant. D'où *on en revient à la nécessité d'une intervention internationale*, parce qu'il n'y a que ça qui peut matérialiser pour le gros de l'opinion israélienne le fait qu'ils ne peuvent pas régler ça par la force. Et qu'il faut qu'ils discutent. Le hiatus total entre la perception palestinienne de la paix et des négociations et la perception majoritaire en Israël est là: les Israéliens n'arrêtent pas de dire « nous ne négocierons pas sous le feu », tandis que les Palestiniens ont toujours su qu'ils faisaient la paix, d'emblée sous le feu, et que toutes les formes de violence coloniales et militaires ne se sont jamais interrompues. Donc pour les Palestiniens ce n'est pas une surprise que les Israéliens tirent. ■